

Nuvembre 05

Rivoluzione



N° 04

U ghjurnale di i Patriotti Partighjani - Manca Naziunale

Cap'articulu

Pudemu ritirà parechji insegnamenti di a lotta di i marinari di a SNCM, nant'à certi punti pusitivi è d'altri à penna più intricciati.

Quand'ellu s'hè tratatu di "rende u Pasquale Paoli à u populu corsu", s'hè vistu una vera mubilisazione indè u portu di Bastia. Vole di chì quandu una chjamà hè ghjusta è chjara u populu corsu hè prontu à mubilizassi.

Avenu vistu dinnò u primu d'ottobre in Bastia millai di giovani è di travagliatori, di u movimentu suciale è di u movimentu naziunale, tutti insieme in carrughju pè difende u serviziu publicu. Cusì sapemu avà chì l'unità d'azione di u mondu di u travagliu in Corsica hè pussibile, ancu magaru e cuntradizione in raportu cù a questione naziunale.

A presa populara di u "Pasquale Paoli" saria stata una vera vittoria è soprattuttu un mezu di pressione maiò contrà à u statu Francese. S'hè passatu d'un' altra manera postu chì hè diventata l'affare di e « paronne maiò », un dibattitu privatu in fine.

In fattu, u prublema hè quellu di a supranità pupulara, chì ghjè u veru periculu pè i governi francesi è pè i capizzoni corsi. Sò tutti d'accunsentu pè impedisce una cunfruntazione diretta trà u populu è u statu, è face un pezzu ch'ella dura.

Cumè in lu 75, u statu francese hà mandatu mezi militari



GAUCHE
RÉFORMISTE

UMP

NATIONALISTES

Le Peuple Corse otage des élus de la C.T.C

OTAGES !

Le gouvernement aux couleurs de l'UMP est passé en force et a livré aux appétits marchands un outil du service public. La SNCM est donc privatisée, malgré la résistance des sédentaires et des marins, malgré le soutien des milliers de salariés descendus dans la rue. Un véritable dépeçage imposé à l'encontre des intérêts populaires.

Ainsi faisant, La Corse est encore un peu plus prise en otage par un capitalisme destructeur. En toile de fond se profile un dogme libéral asséné sans relâche par les forces qui en tirent le maximum de bénéfices. Cette pollution qui quotidiennement participe à obscurcir les consciences est relayée par des médias acquis à sa doctrine capitaliste. Et c'est ainsi, que cette pensée unique soumet les peuples et en premier lieu les travailleurs, à une régression de civilisation. Voilà en substance le décor, aujourd'hui le nôtre. Mais un système ne se résume pas à une théorie.

»

« è pulizzeri straordinarii in Corsica, si passà cusì quandu a situazione pulitica diventa veramente problematica. Vole di chì l'attore maiò di a nostra storia, seria in fine u populu ! Un hè miccà una sorpresa nè una nuvità.



Armata Francese in Ajaccio (04/10)

Certi si movenu solamente pè esse l'interlocutori di u putere è portanu u populu di fole in canzone senza vergogna. D'altri travaglianu à privà u populu di u cuntrollu di a lotta, nantà u fondu è a forma, pè rimette in ballu u sistema classicu "Azzione-Ripressione", ciò chì ghjè un aiutu preziosu pè u statu francesu.

Pudemu aghjudicà a palma à u P.N.C. Prima hanu chjamatu à vutà pè a custituzione liberale europea, vale à dì per una cundanzione à morte di i trasporti publichi maritimi. Dopu hanu manifestatu pè a difesa di stu serviziu publicu, pè fà purtà qualchi ghjorni dopu à i marinari in lotta a risponsabilità di una guerra civile trà Corsi.

In tutti i casi, eccu una nova dimostrazione di a duminazione di a burghesiaccia corsa nantà à u ghjocu puliticu.

U fattu u più importante pè noi, ancu sè l'affari sò in francese, ghjè chì u populu corsu, ellu, hè sempre vivu in lu 2005.

« Pour le mettre en application, il faut que des forces se manifestent. Tout au long de ce conflit, elles furent bien présentes au point de faire osciller la balance en faveur du gouvernement. Pour préparer la contre-offensive, il importe de situer les responsabilités, de mettre en lumière toutes les données. Le monde du travail ne fera pas l'économie d'un bilan de cette grève car c'est à cette condition que s'effectueront les recompositions nécessaires.

Pendant les quelques semaines de grève, presque tous les masques sont tombés. Complices de leurs maîtres français, le président de l'Assemblée de Corse et les membres de l'exécutif se sont attachés à rendre la besogne plus facile aux prédateurs repreneurs. Peu leur importe les besoins collectifs du Peuple Corse. Cette majorité de droite compte il est vrai et au plus haut sommet de sa hiérarchie, des entrepreneurs de l'industrie du tourisme, des amis des promoteurs en voie de s'emparer des espaces du littoral, tous partisans acharnés de la privatisation de la Corse.

Cette confrérie libérale pouvait compter, sur les renoncements d'une prétendue gauche, qui, à l'exception de certains représentants du Parti Communiste Français, s'est distinguée par sa totale incapacité à résister à l'offensive gouvernementale.

À Paris, le secrétaire général de la CGT est allé négocier sous les lambris de Matignon, sans mettre ne serait-ce qu'une seule fois un pied là où se déroulait la lutte. Nous ne connaissons bien évidemment jamais la teneur exacte du tête-à-tête avec Villepin. Nous pouvons cependant juger des résultats : pas d'extension du conflit et une reprise du travail par le biais d'un vote arraché sous le chantage abject d'un dépôt de bilan.

Que dire des élus nationalistes et de leurs structures politiques d'origine, qui certes se sont montrés sur les quais de Bastia, mais en escamotant au passage leur part de responsabilité. Car nos mémoires sont encore intactes et elles nous permettent de rappeler ce que furent les positions des uns et des autres par rapport à cette construction d'une Europe de la finance et des marchands. Comment peut-on prétendre réellement défendre le service public lorsque l'on a, comme ce fut le cas du Partitu di a Nazione Corsa et de a Chjama, fait campagne pour le « oui » lors du referendum portant sur la constitution Européenne ? Pourquoi jouer de la surprise ou de l'indignation, lorsque l'on s'est rendu à Bruxelles auprès de la commission alors présidée par Romano Prodi et ce, en compagnie de Sarkozy ? Pour y entendre quoi ? Ni plus ni moins que ce que commissaire européen affirmait, sans ambages, qu'il n'y aurait aucune dérogation accordée en ce qui concerne la libéralisation des transports maritimes, terrestres et aériens. Ce jour-là, il y aura bientôt trois ans, étaient-ils à ce point mal entendant les deux élus de Corsica Nazione présents dans la délégation pilotée par le ministre de l'intérieur ?

Beaucoup plus préoccupante, en ce qu'elle intéresse la première force syndicale de notre pays,

»



» sera désormais l'orientation du STC. L'épisode du Pasquale Paoli et la détermination affichée par la section des Marins et des sédentaires, auraient pu trouver un aboutissement porteur de radicalité si le navire avait accosté. Hélas quelques manœuvres bien complexes pour des non-initiés et des rivalités internes propres à ce gouvernement sont intervenues. Gageons que, pendant ces quelques heures, la direction du syndicat a sûrement du vivre dans les affres. Indépendamment du réel élan d'estime enregistré par les marins, demeure un point important : Pourquoi ne pas avoir voté contre la reprise du travail ? Que la direction de la CGT ait exécuté une volte face est une affaire entendue et elle n'aura peut-être surpris que quelques innocents supposés. Pour autant, même minoritaire le STC pouvait affirmer au moins une position de principe en votant non. Alors, doit-on redouter que des pressions extérieures, en provenance des milieux nationalistes ou du patronat local aient entravé la marche des grévistes ? La question est posée.



Tous mis bout à bout, ces éléments et ces interrogations demanderont bien des précisions et des éclaircissements. Pour l'heure, la Corse ne peut rester l'otage du libéralisme et de ses promoteurs. La résistance doit s'organiser.

*Un air de printemps 1989
Bastia (04/10)*

Collectif ?

A Manca Naziunale est partie prenante d'un Collectif intitulé " Pour une compagnie Régionale de Transports maritimes " dont le but central est de promouvoir la création d'une compagnie maritime régionale de service public. Ce collectif a tenu plusieurs réunions et rencontré des élus territoriaux.

L'une des revendications portée par ce collectif était une demande de dérogation adressée aux instances européennes et ce au regard des lois et décrets existants. Celle-ci s'est heurtée à une fin de non recevoir de Romano Prodi.

Lors d'une Assemblée générale à bord du Pascal Paoli, durant le conflit STC/SNCM sur la corsisation des emplois en septembre 2004, il nous avait été dit que le collectif ne devait pas se réunir avant quelques mois pour laisser le temps aux élus de plancher sur l'extension de lignes en Méditerranée. A notre grand étonnement le collectif ne s'est plus réuni, y compris lors du dernier conflit. On comprend pourquoi aujourd'hui.

Ce que nous défendons au sein du collectif

- Création d'une compagnie maritime régionale de service public dont le futur conseil d'administration devrait comprendre des représentants des personnels et des usagers.
- Rapatriement des sièges sociaux
- Affectation des moyens matériels existants à la future compagnie.
- Maintien de tous les emplois et augmentation des effectifs afin de répondre aux besoins en terme de sécurité et en termes de conditions de travail (ex : NGV)
- Maintien de l'enveloppe dite de continuité territoriale et affectation de celle-ci à la seule compagnie de service public
- Création en Corse des unités techniques nécessaires à l'entretien de la flotte.

A Maddalena : Une seule question écologique ?

En ce début de XXI^e siècle, la lutte pour la préservation des équilibres écologiques est d'une importance vitale pour l'ensemble de l'humanité. La prolifération des armes nucléaires sur le territoire du Peuple Sarde via l'augmentation du nombre de sous-marins, propulsés par des moteurs utilisant l'énergie nucléaire et porteurs de missiles également à ogives nucléaires, s'inscrit donc dans un combat d'ampleur internationale.

Les internationalistes que nous sommes, ont depuis quelques années, entretenus des relations fraternelles avec A Manca pro s'Indipendentzia, une organisation qui lutte pour l'indépendance et le socialisme sur cette terre pillée par l'impérialisme Italien et son Maître Nord-américain. Cette connaissance de la réalité Sarde nous amène tout naturellement à répondre présents chaque fois que les nécessités politiques commandent que l'on se mobilise en solidarité avec le Peuple Sarde. Nous étions à ce titre des toutes premières manifestations qui se déroulèrent à la Maddalena et ce à l'appel des patriotes de gauche Sardes.

Nous avons d'ailleurs lancé à ce moment-là un appel à manifester en invitant toutes les organisations politiques, associations environnementales, syndicats, à se joindre aux manifestations prévues. Nous n'avons pas en nos mémoire de communiqués ou d'appels allant dans ce sens-là à cette époque. Fait regrettable quand on sait que plus de 25% du territoire Sarde est aux mains des militaires Italiens et que déjà des pathologies cancéreuses sont apparues près des zones de tir ou sont abondamment utilisés des obus composés d'uranium appauvri.

Alors pourquoi restreindre les mots d'ordre et réduire les capacités de mobilisation comme l'ont fait, hélas, quelques associations le Dimanche 30 Octobre passé ? La démilitarisation de nos espaces reste LA question centrale et elle n'est bien entendu, nullement opposable à d'autres préoccupations.



En février 2003, a Manca Naziunale a lancé un appel à la mobilisation et a envoyé une forte délégation manifester à la Maddalena.



SUSTEGNU SOUTIEN

Sceccu (Chèque) - " Mr Federzoni "
Dominique Giacomoni
Rés. Savreux Bat B1
Chemin du Lorettu
20 090 AIACCIU

D'un contu à l'altru (Virement)
Mr Frédéric Federzoni
Crédit Agricole / CRCAM de Corse
Banque Guichet Compte Clée
12006 00011 73002024360 63

Des archives, des dossiers exclusifs, un contact

WWW.MANCA-NAZIUNALE.ORG